Résumé :

- Le président américain Donald Trump a fixé un ultimatum au 6 avril pour que l’Iran réponde à son offre en 15 points pour un arrêt des activités militaires.
- Pour ce faire, l’Iran devrait renoncer à son programme nucléaire et abandonner l’uranium enrichi qu’il utilise actuellement pour fabriquer des armes nucléaires. Il devrait également réduire drastiquement son programme de missiles.
- Si Trump nourrit l’espoir d’un tel accord, c’est avant tout pour des raisons de politique intérieure. En effet, une grande partie de la population américaine est opposée à la guerre contre l’Iran.
- Le son de cloche est différent en Arabie saoudite. C’est de là que vient la demande faite aux Etats-Unis et à Israël de poursuivre la guerre jusqu’à la chute du régime des mollahs à Téhéran.
- Mais pour que le gouvernement actuel soit renversé, il faut aussi un soulèvement à l’intérieur du pays.
- « Nous sommes prêts à le faire, mais nous avons besoin d’armes », déclare Nasrin Rahimi, une Iranienne vivant en Suisse, dans un entretien avec FokusIsrael.ch.

Par Sacha Wigdorovits i

A la demande du gouvernement de Téhéran, le président américain Donald Trump a annoncé sur sa plate-forme de médias sociaux « Truth Social » qu’il attendait jusqu’au 6 avril, soit dix jours au maximum, pour détruire les installations de production d’énergie iraniennes. Le Wall Street Journal, citant des intermédiaires non identifiés, a écrit qu’il n’y avait pas eu de demande de ce type de la part du régime des mollahs. En outre, Téhéran a demandé aux Etats-Unis de renoncer à leurs exigences maximales, faute de quoi un cessez-le-feu serait impossible.

Au début de cette semaine, le président Trump a présenté ses exigences envers l’Iran dans le cadre d’un plan en 15 points. Les points essentiels sont l’abandon total par l’Iran de son programme d’armes nucléaires, y compris l’enrichissement d’uranium et la fermeture de plusieurs installations nucléaires. En outre, l’Iran ne devrait plus fabriquer ni posséder de missiles à longue portée et ne devrait plus soutenir les organisations terroristes qu’il a créées, armées et financées, à savoir le Hezbollah (Liban), le Hamas (Gaza) et les Huthi (Yémen). En outre, le trafic maritime dans le détroit d’Ormuz, essentiel pour l’approvisionnement en pétrole de l’Occident, devrait être garanti. En contrepartie, l’Iran bénéficierait de la levée des sanctions qui lui sont imposées et les Etats-Unis l’aideraient à développer un programme nucléaire à des fins civiles.

Pour Israël, un tel accord serait en principe acceptable. Mais dans l’État hébreu, on est sceptique sur la manière dont le président américain compte l’obtenir. Le cas le plus défavorable du point de vue israélien serait de procéder comme à Gaza ou au Liban : on décide d’abord d’un cessez-le-feu et ce n’est qu’ensuite qu’on négocie un accord concret. En effet, les Israéliens ne font pas confiance au régime de Téhéran et craignent que, dans un tel cas, celui-ci ne fasse que jouer la montre pour consolider à nouveau sa position politique et militaire.

L’armée israélienne, Tsahal, poursuit donc sa guerre aérienne contre les installations militaires iraniennes, telles que les bases de missiles à longue portée, avec la même intensité. Trump non plus – comme lors de la dernière guerre d’Iran en juin 2025 – ne fait aucun effort pour arrêter les combats malgré les négociations. Au contraire, il a ordonné l’envoi de 5 000 marines supplémentaires au Moyen-Orient. Ceux-ci seraient déployés pour prendre l’île de Kharg. C’est de là que l’Iran exporte la plus grande partie de son pétrole et menace les navires qui approvisionnent l’Occident en pétrole.

Les Etats-Unis et Israël reçoivent désormais le soutien de l’Arabie saoudite dans leur guerre contre l’Iran. Selon le New York Times, le prince héritier saoudien

Mohammed bin Salman a demandé au président américain de poursuivre la guerre jusqu’à la chute du régime de Téhéran.

« 90% de la population soutient les États-Unis et Israël »

Cet espoir est également partagé par « 90% de la population en Iran », affirme Nasrin Rahimi (nom modifié pour des raisons de sécurité). Enfant, elle a dû quitter l’Iran avec ses parents quelques années après la révolution islamique de 1979 et vit en Suisse. C’est de là qu’elle est en contact quotidien avec sa famille et ses amis en Iran. « Je suis heureux que cette guerre ait eu lieu », dit Rahimi, « car il en va de la liberté de notre pays ». La grande majorité de la population souhaite également être libérée du régime actuel, car elle se porte mal.

« Nous, Persans, ne soutenons pas le gouvernement, nous soutenons les Etats-Unis et Israël », précise Rahimi. Comme en Israël, la population iranienne dispose d’une application qui l’avertit de l’imminence de frappes aériennes. Si des bases du régime ou des Gardiens de la révolution sont attaquées, la population s’en réjouit, explique Nasrin Rahimi. Dans les conversations privées, on appelle cela une « fête des rouflaquettes ».

Rahimi est « sûr à 100 % qu’il y aura un changement de régime ». Mais avant cela, les Gardiens de la révolution iraniens doivent être encore affaiblis. « Et le peuple doit être armé. Tous ceux qui recevront une arme se battront ». Sur ce point également, elle espère que les États-Unis et Israël seront à la hauteur.

A la question de savoir qui devrait prendre le pouvoir en Iran après la chute du régime des mollahs, Nasrin Rahimi répond : « Le fils du shah ». Elle fait référence à Reza Pahlavi, 65 ans, qui vit aux États-Unis. Le soutien de ce dernier dans son ancienne patrie est sous-estimé en Occident. « S’il dit au peuple iranien ‘levez-vous’, il se lèvera ».

L’exilée iranienne vivant en Suisse ne voit toutefois Reza Pahlavi que comme une solution transitoire, jusqu’à ce que l’Iran dispose de structures démocratiques. « Cela prendra du temps », affirme Nasrin Rahimi sans se faire d’illusions. Dans un pays dont l’histoire remonte à plus de 3’000 ans, on est habitué à cela.

Sacha Wigdorovits est président de l’association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l’histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l’université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.